

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 24 AVRIL 1979 - N° 901

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

Le tohu-bohu de la droite

Le week-end politique aura été agité. Les partis de la majorité auront passé leur temps à s'étriller entre eux, avec beaucoup de vigueur, tout en affirmant avec la même unanimité que l'Europe est un sujet bien trop sérieux pour donner matière à des querelles politiciennes.

Lire en page 5

Le CERES rentre dans la majorité du PS

L'accord conclu entre Mitterrand et le CERES a finalement reçu l'appui, imprévu, des partisans de Mauroy et de ceux de Rocard.

Le CERES entre donc au secrétariat du PS après 4 ans d'absence, en remplacement, en quelque sorte, des tendances Mauroy et Rocard.

Mais sous une apparente unanimité de vote, les divergences du congrès de Metz demeurent...

Lire en page 8

La centrale nucléaire du Pellerin retardée

EDF poursuit son programme de construction de centrales nucléaires, mais celle de la centrale du Pellerin est retardée... «pour études complémentaires».

Quelques semaines après l'accident d'Harrisburg aux Etats-Unis, EDF continue à afficher son optimisme : «En France tout ira bien».

Le refus massif des habitants du Pellerin d'avoir une centrale chez eux n'est pas étranger toutefois aux «scrupules» d'EDF.

Lire en page 4

Dunkerque : 6^e semaine de grève à la SADO

Lire en page 3

Bombardements israéliens sur le Liban

L'armée israélienne a bombardé dimanche le camp palestinien de Nahr El Bared dans le Nord-Liban, à une centaine de kilomètres de Beyrouth. Les bombardements, qui ont duré une vingtaine de minutes, étaient appuyés par l'aviation tandis que trois vedettes pilonnaient le camp. Selon des correspondants étrangers de la région, cette attaque aurait fait trois morts et une dizaine de blessés, la riposte de l'artillerie palestinienne ayant empêché la précision des tirs israéliens.

Cette opération est largement présentée par la plupart des moyens d'information en France, et cela à l'instigation de la propagande sioniste, comme une action de représaille contre des opérations palestiniennes.

Mais les bombardements israéliens ne datent pas de dimanche. La semaine dernière pendant plusieurs jours il y en a eu surtout au Sud-Liban (voir *Le Quotidien du Peuple* du 19 avril).

Israël intervient directement pour appuyer la tentative de partition du Li-



Le résultat d'un bombardement israélien sur un camp palestinien. Celui-ci date du mois de septembre...

ban de la part des milices chrétiennes ; celles-ci, par la bouche de leur leader Haddad ayant proclamé un «Etat du Liban libre» dans les enclaves qu'elles contrôlent.

Par ailleurs, Kurt Waldheim, secrétaire général

de l'ONU, dans une lettre adressée le 15 avril à Begin, exprime «sa profonde surprise de la réaction négative du ministre israélien de la Défense» à la suite du déploiement de l'armée régulière libanaise au Sud-Liban. Il ma-

nifeste également son «indignation devant les menaces — y compris l'usage de la violence — proférées par le commandant Haddad dont la position paraît appuyée par le gouvernement israélien...».

Lire en page 7 la suite de l'interview d'un militant du Mouvement du Liban arabe
LE SUD - LIBAN : TERRAIN DE CONFRONTATION ARABO - ISRAËLIENNE

FOYERS SONACOTRA

- Saint-Denis : la journée de samedi a été positive
- Strasbourg : manifestation déterminée, élargissement du soutien

Contre la répression qui se durcit actuellement contre eux, (expulsions à Strasbourg, Sartrouville, projet de loi pour légaliser les expulsions...), les résidents en lutte se sont largement mobilisés durant tout le week-end : à Saint-Denis, 800 personnes ont manifesté et 700 à Strasbourg notamment. Chose très positive, on a assisté ce week-end à un élargissement net du soutien : les résidents des foyers de Strasbourg ont trouvé à leurs côtés, près d'un tiers de travailleurs français, tandis qu'à Saint-Denis, militants CFDT et aussi CGT contre l'avis de leur direction départementale étaient présents.

Contre la répression, les tentatives de division de la classe ouvrière notamment par le biais du projet de loi sur les expulsions, plus que jamais l'heure est à la mobilisation aux côtés des résidents en lutte !

Lire en page 3

SIDERURGIE

Fos-sur-Mer

Après la journée portes ouvertes...

A la Solmer à Fos, où la grève était toujours totale lundi matin, s'est tenue dimanche une journée «portes ouvertes» appelée par l'intersyndicale CGT-CFDT et à laquelle ont participé 800 à 1 000 travailleurs : sidérurgistes avec leurs familles et ouvriers d'usines extérieures.

Un chiffre relativement faible qui s'explique par les conditions de mobilisation désastreuse qui ne semblent pas dues au hasard. Mais pas seulement : depuis trois ou quatre jours, un certain nombre de gens au sein de l'intersyndicale ne semblent pas très pressés d'offrir un réel plan d'actions mobilisatrices aux grévistes mais aussi aux travailleurs lock-outés, qui pourtant, caractéristique très positive, sont loin d'être défavorables au mouvement.

Lire en page 8

Dans la fédération du Nord du PCF

LA CRISE DANS LE PCF, C'EST AUSSI LA CRISE DANS SES RANGS OUVRIERS

— 2 —

Par Fabien VAUDOIS

Le 9 mai va s'ouvrir le 23^e congrès du PCF. Un an après l'éclatement public d'une crise qui le secoue. Cette crise est surtout connue par ce qui se déclare ou s'écrit ici ou là et que la direction du PCF cherche à minimiser en mettant cette contestation sur le compte d'intellectuels, le plus souvent parisiens.

En fait, elle est beaucoup plus large et plus profonde que cela. Sous des formes spécifiques, elle touche les militants ouvriers du PCF. C'est dans ce but que nous avons choisi, pour examiner diverses manifestations de sa crise, une fédération ouvrière, celle du Nord, dans une grande région industrielle, de surcroît touchée largement par la crise de la sidérurgie.

Il ne s'agit pas ici de réaliser une étude systématique et totale de la fédération du Nord du PCF. Bien sûr, mais nous avons vu à Dunkerque comment le PCF est contesté dans ses rangs, sur sa pratique dans la CGT ; à Denain, le rejet qu'il suscite dans sa tentative de récupération d'un mouvement de masse qui lui échappe à un moment donné ; à Lille comment il s'affronte sournoisement aux travailleurs d'une municipalité de gauche.



Le conseil municipal de Lille. La politique menée par l'alliance PS-PC à l'égard des employés municipaux se trouve profondément contestée par les militants du PCF et plus largement par les travailleurs.

LA CRISE D'UNE CELLULE D'EMPLOYÉS MUNICIPAUX

Les travailleurs face aux élus de gauche

La municipalité de Lille est une municipalité d'«Union de la gauche» depuis les élections de 1977. C'est à cette date que le PCF a eu quelques élus au conseil municipal.

Une cellule PCF des employés municipaux avait été remise en place un an et demi environ avant les élections de 1977. Au départ, elle avait une «bonne activité». Elle bénéficiait d'une aide attentive de sa section et même de la fédération. Il s'agissait bien sûr de préparer les élections municipales et de tout mettre en œuvre pour favoriser l'entrée du PCF au conseil municipal.

QUAND LE PCF CRAINT L'ACTION SYNDICALE

Mais quand la fédération a eu la certitude qu'à Lille l'alliance PS-PC se ferait comme au niveau national, son attitude vis-à-vis de cette cellule se modifia. En fait, la fédération a tout mis en œuvre pour saboter cette cellule en tant que telle, par divers moyens : suppression de toute aide matérielle, plus d'aide pour la diffusion de journaux et de tracts à la porte, mesures d'isolement de cette cellule.

Cela n'a pas manqué de provoquer chez ses militants un écœurement sérieux. Certains d'entre eux, à ce moment là, ont purement et simplement démissionné.

Pourquoi cette attitude, apparemment surprenante, de la fédération ? Certes, cette cellule avait un certain esprit critique, sur les orientations générales du PCF, mais surtout la fédération savait qu'elle risquait d'avoir des problèmes avec ses militants dans la mesure où ceux-ci avaient une activité syndicale dans la section CGT des municipaux et que les élus du PCF auraient en face d'eux des travailleurs déterminés à lutter pour leurs revendications. La suite des événements devait le confirmer...

La cellule vivotera six mois à peu près après les élections municipales et ses membres (du moins ceux qui n'ont pas démis-

sionné) se disperseront dans des cellules de quartiers, ou dans les villages des environs. Ses membres en tireront amèrement la conclusion que la direction du PCF s'intéresse à des cellules d'entreprises quand il s'agit d'entreprises capitalistes, où il n'y a aucun risque, mais que ce n'est pas le cas dans les municipalités d'union de la gauche... à moins qu'il ne s'agisse de cellules «bien pensantes», chargées d'expliquer aux travailleurs pourquoi on ne peut pas satisfaire telle revendication. Il y a l'exemple à Ronq ou à Séclin, dans la banlieue de Lille, où cela a pu marcher un temps. Toutefois, il s'y est produit, il y a plus d'un an, un phénomène de rejet, un ras-le-bol du personnel municipal qui a contribué à le couper du syndicat.

ESPOIRS DÉÇUS

A Lille, les travailleurs avaient porté certains espoirs dans l'arrivée du PCF au conseil municipal, pensant que ça changerait pas mal de choses par rapport au PS, par les prises de position qu'il aurait, par les décisions qu'il prendrait, par l'action qu'il aurait. Le personnel municipal, les syndiqués CGT des municipaux étaient les premiers à le penser.

Mais ils ont fait l'expérience de ce qui s'est passé. Ils se sont aperçus que dans sa politique de critique du PS, le PCF s'arrête quand il est lui-même mouillé. Ils ont vu que la «bonne entente» PS-PC au conseil municipal a laissé de côté leurs revendications. A tel point que les travailleurs municipaux finissent par se demander pourquoi le PCF a cette attitude sur le plan local. Et ils pensent (sans être pour autant favorables au PS qu'ils connaissent déjà bien !) que les élus PCF au conseil municipal s'accrochent par tous les moyens aux fauteuils qu'ils ont conquis.

«QU'EST-CE QUE VOUS VOULEZ QUE J'Y FASSE !»

Ceci leur paraît d'autant plus mesquin que ces élus du PCF n'y disposent en fait que de

strapontins dans le genre délégué aux espaces verts. Quand des travailleurs leur ont demandé «Qu'est-ce que vous faites là, puisque vous êtes impuissants ?», ils n'ont rien répondu. En fait, ces travailleurs estiment que les élus PCF ne servent qu'à cautionner les décisions prises par le PS.

Ainsi, Alain Bocquet, par ailleurs député du Valenciennois, est «délégué des travailleurs privés d'emplois». Il est en quelque sorte le «Monsieur chômage» de Mauroy, comme Fabre est celui de Giscard. Un employé du bureau d'aide sociale ayant été licencié, Bocquet avait répondu à la délégation syndicale venue le voir : «Qu'est-ce que vous voulez que j'y fasse !». Cela n'avait pas manqué de choquer ces délégués syndicaux, et en particulier les membres du PCF qui avaient jugé cette attitude «intolérable de la part d'un communiste».

C'est entre autres par ce genre d'attitude de leurs élus que les militants du PCF et plus largement les employés municipaux ont acquis une position de méfiance et même de rejet vis-à-vis de la direction du PCF. Mais c'est aussi par l'expérience qu'ils ont faite, à l'occasion d'un mouvement de grève, entre les deux tours des élections législatives, il y a un an.

DES GREVES GÊNANTES

Le syndicat avait déposé un préavis de grève, sachant d'expérience qu'à la mairie de Lille la solution des revendications ne peut exister que par la pression. Les travailleurs avaient estimé que le meilleur moment était entre les deux tours. Certes, ils se sont entendu dire par la direction du PCF, qu'ils faisaient le jeu de la droite. Une grève dans la mairie de Mauroy, cela pouvait prendre une envergure nationale...

Un mouvement de 24 heures était prévu. Certains conseillers municipaux du PCF ont joué alors un rôle qui a été perçu par les travailleurs comme un rôle de briseurs de grève. Un élu du PCF est allé, en passant par dessus la

CGT, discuter avec les travailleurs en leur faisant un certain nombre de promesses (comme il pouvait s'en faire en cette période de législatives). Il est même allé jusqu'à leur faire signer un extrait de procès verbal promettant que les revendications seraient entièrement satisfaites le 1^{er} avril 1978. Il va sans dire que cette attitude a été très mal vue à l'époque par les militants municipaux du PCF. Ils l'ont même qualifiée d'«intolérable». Et elle l'était d'autant plus qu'un an après, les promesses n'étaient absolument pas tenues...

UNE SECTION CGT FACE AU PCF

C'est pour cela que cette année, à l'occasion des élections cantonales, les travailleurs déposaient de nouveau un préavis entre les deux tours. Mais cette fois-ci, ils ont obtenu satisfaction en trois jours. La municipalité s'était rendue compte que les travailleurs, ayant le sentiment de s'être fait avoir pendant un an, étaient prêts à aller jusqu'au bout, et ne toléreraient aucune intimidation de quelque élu que ce soit.

Ils étaient d'autant plus déterminés, qu'ils avaient eu à lutter, fin 1978, contre le licenciement par Mauroy, du secrétaire de la section CGT, qui était par ailleurs membre du PCF. Les travailleurs ont pu alors assister à une attitude curieuse et partagée des conseillers municipaux du PCF : certains le soutenaient (très discrètement certes), d'autres poussaient carrément au licenciement.

La section CGT a rencontré officiellement deux élus PCF à la mairie. Surprise et étonnement, elle s'est entendu dire qu'ils ne pouvaient pas intervenir dans cette affaire car ils étaient de l'autre côté de la barrière ! Des membres du PCF de la mairie ont ainsi découvert «deux sortes de communistes» : les élus-employeurs et les travailleurs.

La section CGT a eu aussi dans cette affaire bien des débats avec le quotidien régional du PCF *Liberté*. Tant qu'il s'agissait de s'en prendre à Mauroy,

ses communiqués étaient bien accueillis. Mais dès qu'il s'est agi de contester les élus (dont ceux du PCF) tout texte s'est trouvé régulièrement censuré et ainsi dénaturé par de savants découpages, quand il n'était pas catégoriquement refusé. Et à propos du licenciement du secrétaire de la section CGT, *Liberté* n'a publié qu'un entrefilet et une protestation du comité de ville de Lille du PCF.

«A L'AVANT - GARDE DES DROITS SYNDICAUX...»

Enfin, il y a quelques mois, le syndicat CGT a vu ses heures de délégation passer de 260 à 215. Et ceci n'a suscité que le silence complet des élus du PCF. Et pourtant, les travailleurs se souvenaient des promesses faites avant les élections municipales par le PCF : soutien inconditionnel à toutes les revendications, y compris sur le droit syndical. Ils se sont rendus compte que les faits étaient bien différents. Entre les deux tours des cantonales, au cours d'une conférence de presse, le délégué du personnel (PS) a osé affirmer que Lille est à l'avant-garde en ce qui concerne les droits syndicaux. Le conseiller PCF qui y assistait n'a pas élevé la moindre protestation. Cette caution qu'il apportait ainsi très concrètement au PS est restée en travers de la gorge des employés municipaux.

Ainsi, pour les employés municipaux de Lille et pour ceux qui sont encore membres du PCF, les grands discours du PCF sur le virage à droite du PS, son projet fumeux d'«union à la base» ne pèsent pas lourd par rapport à l'expérience concrète qu'ils ont pu faire du PCF ces dernières années et ces derniers mois. Et c'est un endroit de plus où le PCF n'a pas fait des adhésions... bien au contraire.

Demain, la fin de notre enquête :

sur une cellule d'entreprise

LE TOURNANT DES ELECTIONS

Saint - Denis : résidents en lutte

LA JOURNÉE DE SAMEDI A ÉTÉ POSITIVE

Un millier de manifestants ont défilé samedi après-midi dans les rues de Saint-Denis. Le cortège devait finalement aboutir au foyer Romain-Rolland, investi massivement par les CRS il y a un mois. Un débat intéressant s'engagea sur la poursuite du mouvement. Comment élargir la mobilisation autour des résidents ? tel était le thème principal. Quelques résidents parmi lesquels on reconnaissait plusieurs représentants du comité de coordination se rendaient ensuite au meeting organisé par la CGT, la CFDT, le MRAP et diverses autres associations à la Bourse du Travail de Saint-Denis. Un débat très vif s'y déroula.

Devant l'Hôtel de ville de Saint-Denis, sept à huit cents personnes se rassemblent dès 14 heures. Il y a de nombreuses banderoles des foyers de la région. Quand le cortège démarre, on observe que la première ligne du service d'ordre est composée de militants de la CFDT venus, badges sur la poitrine, apporter leur soutien aux résidents en lutte. Dans le cortège lui-même, on remarque plusieurs délégués de la CGT venus contre l'avis de leur direction départementale. Au cours des trois heures que devait durer le défilé, toutes les rues importantes de Saint-Denis ou presque furent parcourues. S'arrêtant aux intersections, plus ou moins longuement, suivant l'importance du nombre de gens massés sur les trottoirs, un des porte-parole de la lutte expliquait longuement celle-ci. Le cortège se renforça notablement chemin faisant pour atteindre le millier de participants.

Une fois qu'on a abouti dans le foyer Romain-Rolland, la parole fut donnée aux «camarades français du soutien» pour qu'ils exposent quelles perspectives concrètes ils proposaient.

QUELLES PERSPECTIVES ?

Un militant de la CFDT intervint pour appuyer des démarches des résidents en direction des sections syndicales. Tel n'était pas le point de vue d'un résident. Celui-ci s'appuyait sur la participation des directions syndicales à la commission qui a élaboré le projet de loi raciste bientôt soumis à la discussion de l'Assemblée nationale, réfutait la nécessité de ces démarches auprès des syndicats.

Ce point de vue fut à plusieurs reprises combattu ainsi qu'un autre selon lequel c'est surtout aux travailleurs français qu'il reviendrait de demander des comptes aux directions syndicales pour leur attitude dans la lutte des résidents. Un militant montra notamment

diqués n'approuvent pas l'attitude de Séguy et de Maire. Il s'appuya pour cela sur la présence de militants de la CFDT dans la manifestation ainsi que sur la collaboration qui existe à Longwy entre l'UIS-CFDT et les résidents du foyer de Mont-Saint-Martin.

DÉBAT HOULEUX A LA BOURSE DU TRAVAIL

A la Bourse du travail, au meeting inter-syndical, la discussion qui suivit un film scandaleusement mauvais et démobilisateur fut extrêmement vive. La représentante de la CGT en particulier fut sommée de s'expliquer sur la position de son organisation préconisant la négociation foyer par foyer ou incitant les locataires, comme à Strasbourg, il y a quelques jours, à payer l'arriéré des loyers. Cette interpellation intéressante s'appuyait sur des exemples concrets. Un autre résident parla du tract que la CGT avait fait distribuer non loin du point de rassemblement de la manifestation en début d'après-

midi.

Un responsable de la lutte rejeta notamment le ragot selon lequel la CGT n'avait pas été invitée à participer à la manifestation. Un immigré de Renault-Billancourt dénonça la manière dont lui et ses camarades sont exploités au restaurant du comité d'entreprise de l'usine pourtant contrôlé par la CGT. Enfin, un délégué du foyer de l'Yser (Saint-Denis), foyer victime de la politique immobilière de la municipalité et d'EDF, demanda des comptes sur l'affiche réactionnaire collée par la CGT dans le métro parisien et un renforcement de la présence policière. Comment coller ces affiches et affirmer ensuite soutenir la lutte des immigrés qui sont tout le temps victimes des contrôles policiers ? demandait-il ?

Plusieurs travailleurs français prirent aussi la parole. Un d'entre eux notamment fit le rapprochement entre la campagne chauvine du PCF, son «fabriquons français» et son attitude dans la lutte.

Dans l'ensemble, ce débat a été positif, moins par les propositions concrètes qui en sont issues que par le fait que les résidents ont senti la nécessité de venir discuter avec les participants au meeting et d'interpeller ses organisations.

François MARCHADIER

• Grèves à Creusot-Loire-Ondaine

Depuis le 3 avril, à Creusot-Loire-Ondaine, des ouvriers du traitement thermique sont en grève. Ils revendiquent principalement des augmentations de salaires. Durant les heures normales de travail, les grévistes occupent les locaux. Depuis le 17 avril, les sections syndicales appellent les autres ateliers à des débrayages quotidiens de quatre heures. La direction agit déjà la menace du lock-out contre les 3 200 travailleurs de l'usine. Dès vendredi, 120 d'entre eux travaillant aux aciéries et aux forges, ont été mis en chômage technique.

Cette grève prend une importance particulière à l'heure de la lutte à Fos et à Dunkerque.

Bien que n'étant pas directement ni immédiatement concerné par le plan de restructuration, il s'agit, en effet, de la troisième entreprise sidérurgique entrée en lutte.

**téléphonez
au
quotidien
636 73 76**




AVEC LES RESIDENTS: 700 MANIFESTANTS A STRASBOURG

Malgré l'étouffante présence policière 700 personnes environ (dont 1/3 de Français) ont manifesté samedi à Strasbourg contre les expulsions, pour la réintégration des résidents. Il faut noter l'élargissement du soutien.

Déjà mercredi dernier, à une réunion préparatoire à la manifestation, on avait noté la présence de l'Association des locataires de la cité de l'III, cité populaire de la périphérie, la présence également de la Ligue des droits de l'Homme et de militants de la CFDT. Après une bataille contre les points de vue conduisant le mouvement à l'isolement, il fut décidé de se rendre à la CFDT et à la FEN. Cette dernière organisation devait appeler par communiqué à la manifestation de samedi. En ce

qui la concerne, la CFDT a annoncé qu'elle prendrait position... ce mardi. La CGT pour sa part publiait un communiqué dans lequel elle affirme que «les résidents sont manipulés par des groupes extérieurs».

Malgré tout la manifestation devait se tenir quand même. Conformément aux récentes instructions giscardiennes, elle ne put pénétrer dans le centre ville. Tous les accès de la place de la Bourse conduisant au Centre étaient entravés par d'épais barra-

ges de CRS en nombre aussi important que les manifestants. La manifestation se dirigea, après avoir tourné autour des places de la Bourse et de l'Étoile, vers le foyer de la Meinau (là où les flics étaient le plus massivement intervenus il y a quelques jours).

Certains résidents faisaient preuve d'une grande détermination, insistant pour pénétrer dans le foyer malgré l'imposant dispositif policier qui avait été disposé là aussi.

Quelques accrochages avec les flics eurent lieu. Un peu plus tard, les flics accompagnaient jusqu'à l'autoroute quatre bus venus de Lorraine.

Correspondance

Dunkerque 6^e semaine de grève à la SADO

Après les manifestations communes avec Usinor à Dunkerque ces dernières semaines, les travailleurs de la SADO entament leur 6^e semaine de grève. Au niveau de la direction, il n'y a aucun contact. *Ca fait deux fois que le patron convoque le CE, nous on y est, mais pas lui. Il dit qu'il y a «obstruction». Il attend qu'on crève de faim».*

En attendant, les travailleurs s'organisent et la solidarité commence à porter ses fruits, notamment avec des entreprises de la navale. Depuis plus d'un mois «on en a vu du monde», «ils font des promesses mais rien de concret». La CUD (Communauté urbaine de Dunkerque) renvoie au syndicat mixte des transports qui se décharge sur la société s'occupant des lignes régulières à Dunkerque, qui elles, travaillent avec la

SADO en sous-traitant. Pendant ce temps, la CUD laisse les transports de Dunkerque continuer avec des lignes en moins.

D'autre part, ce qui n'arrange rien, tous les gars qui n'ont pas de transports sont en lock-out, en grève ou en chômage et les vacances scolaires couronnent le tout. Ils se posent des questions car disent-ils «comment être à la fois Vice-Président du syndicat mixte des transports de la CUD

et avocat du patron ?». Comment se fait-il que les communes utilisent les services de boîtes de transports où il n'y a pas de syndicats. Elles savent bien que les travailleurs s'y font encore plus exploiter. Les grévistes se sont rendus à la foire de Lille qui a pour thème cette année : «les transports». Ils ont voulu ainsi manifester le peu de place laissée à ceux qui les font marcher.

Leroy, lors de l'inauguration, s'est déclaré satisfait. «Pourtant, il n'y a pas à en être fier». La lutte continue.

Corr. DUNKERQUE

UN MOIS APRES HARRISBURG, EDF POURSUIT SON PROGRAMME MAIS LA CENTRALE DU PELLERIN EST RETARDÉE

Jeudi dernier, EDF tenait sa conférence de presse annuelle traditionnelle. Quelques semaines après l'accident de Harrisburg et quelques mois après la grande panne d'électricité. Celle-ci (qui avait déjà eu lieu aux Etats-Unis) ne devait pas arriver en France, avaient promis les augures d'EDF. Elle est arrivée. EDF allait-elle se montrer plus prudente en ce qui concerne la sécurité des centrales ? Non, chez nous «*tout ira bien*»... Une assurance que vient démentir néanmoins le rapport de la construction de la centrale du Pellerin pour «*études complémentaires*». Et aussi pour cause de refus massif de la population ! En tous cas, en attendant la panacée du nucléaire selon EDF, on nous promet des coupures de courant pour les hivers prochains, et une hausse des tarifs en mai.

LE PELLERIN : EDF RECULE

Va-t-on vers l'abandon pur et simple de la construction de la centrale du Pellerin ? Il est encore trop tôt pour le dire. Mais jeudi, Marcel Boiteux, PDG d'EDF, a dû annoncer un premier recul : «*Compte tenu de la proximité de la région nantaise, le gouvernement a demandé des études complémentaires*». La sécurité des centrales PWR ne serait-elle pas aussi absolue que le prétend EDF ?

Au-delà du commentaire du maire PS de Nantes — «*enfin les élus ont été entendus*» — ce report constitue un succès incontestable de la population de la région du Pellerin, qui n'a cessé de lutter, y compris violemment, contre l'implantation. Récemment encore, la Coordination des comités de défense de la Basse-Loire adressait une «*lettre ouverte*» au conseil général de la Loire-Atlantique, qui a approuvé le projet de centrale :

«*A la lumière de l'accident de la centrale de Three Mile Island en Pennsylvanie, il apparaît que la situation au Pellerin serait identique et même plus grave.*

Nous sommes inquiets des décisions prises sans la participation, ni la consultation, ni même l'information des populations intéressées et des conséquences de ces décisions que

devront supporter un million de personnes dans le secteur nantais. C'est pourquoi nous vous demandons de nous dire publiquement tout de suite, et non après l'accident, quelles mesures vous avez décidé de prendre pour évacuer complètement les 100 000 habitants les plus proches du site et ensuite les 900 000 autres personnes contaminées : quels seraient les lieux de destination de ces personnes, les moyens de transport, les moyens d'hébergement, les moyens de protection de leurs biens, les moyens sanitaires (alors qu'actuellement, les hôpitaux et le corps médical ne disposent d'aucun moyen pour soigner les personnes irradiées accidentellement). Vous voudrez bien également préciser qui devra payer la note : de la décontamination, du transport et du transfert des personnes et de leur hébergement, des pertes de travail et de récoltes, des dommages causés aux biens et au cheptel, car les populations émargent aussi au budget départemental (...).

Nous vous demandons de revenir sur votre décision et de refuser l'implantation d'une centrale au Pellerin, ensuite de faire connaître aux Autorités de Tutelle votre opposition et de la rendre publique.



«*En cas de danger, enlevez la patte de lapin et frottez la vigoureusement*» ou l'humour noir du Herald Tribune.

● Belleville-sur-Loire : malgré la décision du tribunal, les travaux continuent

Une semaine après la décision du tribunal administratif d'Orléans de suspendre les travaux de la centrale nucléaire de Belleville-sur-Loire (Cher), les bulldozers continuaient à fonctionner sur le site, la semaine dernière. Ni le maire — favorable à la centrale — de Belleville-sur-Loire, ni le préfet du Cher n'étaient intervenus. Au contraire, le préfet compte faire appel de cette décision devant le Conseil d'Etat. Dès mercredi en tous cas, et vendredi encore, Daniel Messelot, président de l'Association de défense pour la Qualité de la vie du Val-de-Loire a fait constater par huissier la poursuite des travaux, et compte assigner le préfet devant la justice pénale. Nous publions une interview de Daniel Messelot dans notre édition de mercredi.

CHANTAGE AUX COUPURES DE COURANT

Au cours de la conférence de presse, le directeur général d'EDF, Chevrier, a annoncé d'emblée la couleur pour les trois ou quatre prochaines années : «*La marge de manœuvre d'EDF sera au cours des prochains hivers, encore plus faible qu'en 1978-79*». Pour tenter de passer les périodes de pointe, EDF va faire campagne, de concert avec l'Agence pour les Economies d'Energie, pour inciter les Français à économiser l'électricité. On est loin des campagnes effrénées pour le tout-électrique menées jadis ! L'accroissement de l'importation de courant est envisagé. Mais le recours aux «*délestages préventifs*» est aussi présenté comme presque inévitable.

Tel est le résultat d'une politique d'investissements presque exclusivement

turnée vers le nucléaire. Malgré l'accident de Three Mile Island, EDF continue à afficher l'optimisme («*En France, tout ira bien !*»), et n'entend pas ralentir le programme électro-nucléaire. Au contraire, il le présente comme la panacée : autrement dit, ne luttez pas contre les centrales, si vous ne voulez pas subir des coupures de courant trop longtemps !

Outre ses dangers, la politique du tout-nucléaire coûte très cher : l'endettement d'EDF atteint 66 milliards de francs, soit une fois et demie le chiffre d'affaires. EDF demande une augmentation des tarifs de 13 %, chiffre sur lequel elle a basé ses prévisions pour 1979. D'ores et déjà on peut s'attendre à une première hausse en mai...

● CEA-Saclay : à l'heure des interdictions professionnelles ?

Le Commissariat à l'Energie atomique (CEA) de Saclay vivrait-il à l'heure des interdictions professionnelles ? On peut se poser la question devant le cas d'un jeune chercheur de ce centre dont le contrat ne sera pas renouvelé par la direction. Du moins s'agit-il d'une répression antisyndicale.

Philippe Benoist, comme quelque 40 jeunes chercheurs, est employé à Saclay sur un contrat à durée déterminée d'un an. Philippe a vu son contrat renouvelé sans problème jusqu'à présent depuis trois ans, et cette année devait se décider son embauche définitive. Ses supérieurs hiérarchiques lui reconnaissent des «*qualités professionnelles certaines*», son cas ne semble présenter aucun problème. Pourtant, le 10 janvier, il est convoqué par son supérieur qui lui annonce malgré tout «*qu'il ne l'embauchera pas*». Sans plus d'explication. Les choses se précisent lorsque la direction du centre annonce devant les délégués syndicaux : «*Pour des questions de comportement général de Philippe Benoist, son recrutement n'est pas envisagé*». Questions de comportement général ! Voilà les grands mots lâchés : Philippe est délégué syndical CGT, et à ce titre a convoqué des assemblées générales dans son service, actions qui lui sont clairement reprochées par la direction. Devant cette attaque antisyndicale, l'ensemble des organisations syndicales représentées à Saclay se sont mobilisées, entreprenant une série d'actions, entamée par la signature de pétitions qui ont reçu un accueil très favorable. Philippe travaille pourtant sur un sujet qui ne manque pas d'être important : la sécurité des centrales PWR, notamment sur les circuits de refroidissement de secours...

Blanchisseries de Grenelle (Issy-les-Moulineaux)

EN GREVE DEPUIS 3 SEMAINES POUR LES SALAIRES LE PATRON LOCK-OUT ET LICENCIE

A Issy-les-Moulineaux, les ouvriers de la blanchisserie de Grenelle sont en grève. Le 28 mars un atelier de 85 ouvrières sur un effectif total de 890 se mettait en grève pour une augmentation de salaire horaire : une manipulation de la direction dans les horaires leur avait occasionné une perte de salaire. Reçus par le directeur avec leurs délégués, ils se voient répondre par des insultes : «*Syndicat de voleurs*», ce qui permettait au directeur de ne pas répondre aux re-

vendications. Devant cette attitude, les ouvrières refusent de reprendre le travail. Le PDG les reçoit à son tour, il les menace : «*Si vous continuez la grève, je ferme l'usine ; ici, je suis le patron, vous n'avez qu'à travailler, obéir et vous taire*». Devant cet arbitraire, les ouvrières décident de continuer ; un atelier où les conditions de travail sont les plus dures, dont tous les travailleurs sont arabes, décide de travailler au ralenti, par solidarité. Le PDG vient sur les lieux,

accompagné d'un huissier qui donne notification de travail au ralenti, même à un délégué qui était en heure de délégation !

Le lendemain, le patron décide le lock-out — les portes restent fermées pendant 5 jours et 11 licenciements : tout l'atelier qui travaillait au ralenti y compris deux délégués.

L'ensemble du personnel se met en grève avec comme exigence :

— le paiement des jours de lock-out ;
— l'annulation des licen-

ciements ;

— le respect des ouvriers ;
— l'augmentation des salaires.

Les ouvriers (85 % d'immigrés) qui travaillent dans les conditions les plus dures, sont décidés à la lutte. Ils ont pour ça engagé des actions diversifiées : 300 d'entre eux sont allés au ministère du Travail, et manifestent avenue de Wagram devant le domicile de leur patron. Un meeting a été organisé dans la cour de l'usine avec d'autres entreprises.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N°668 J
CCPN°23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Elections européennes

LE TOHU - BOHU MAJORITAIRE

Ce week-end politique aura été agité, c'est le mot qui convient, n'en déplaise à M. Chirac. Les partis de la majorité auront fait preuve de beaucoup de vigueur pour s'étriller entre eux, tout en affirmant avec la même unanimité que l'Europe est un sujet bien trop sérieux pour donner matière à des querelles politiciennes. Giscard, dans sa prestation télévisée de mercredi, avait relancé la polémique en qualifiant le maire de Paris d'agité, tout en affirmant ne pas vouloir se mêler au ler au «tohu-bohu» électoral. Mais que faisait-il d'autre ?

La réponse n'allait pas tarder, lors de la visite de Chirac à l'Élysée, vendredi matin, à la suite de laquelle le RPR rendait public le «mémoire» qu'il avait transmis au chef de l'État. Le soir même, Chirac avait l'occasion de se défouler au

cours d'un meeting de la liste RPR, dans le 14^e arrondissement de Paris, en faisant siffler les noms de Giscard et Barre.

Du côté de l'UDF, on tente d'apparaître moins «agité» et de minimiser les divergences, ce qu'a tenté de faire Simone Veil dimanche soir au Club de la Presse d'Europe 1.

Les sept semaines qui nous séparent du scrutin européen seront fertiles en estocades entre les partis de droite, qui sont plus à l'aise, pour mesurer leur force, sur ce terrain, qu'à l'Assemblée nationale, où ils sont condamnés à s'entendre.

Que s'est-il passé à l'Élysée ?



Des comptes rendus divergents pour l'entrevue de vendredi

Vendredi, en fin de matinée, Chirac se rendait à l'Élysée, et, pour marquer l'importance qu'il attachait à l'entretien, il s'était fait accompagner de Debré, Messmer et Labbé. L'entretien s'est déroulé dans une atmosphère de «compréhension», comme le souligne le communiqué de l'Élysée, ou sur un ton «sincère», comme le disait Debré, précisant le lendemain sur RTL que cela signifiait qu'*«il n'y avait pas eu de place pour les effusions»*. De quelle cloche faut-il croire le son ? Toujours est-il qu'après l'entrevue, le RPR reprendra avec encore plus de vigueur ses attaques contre la politique européenne de Giscard.

«POSITIFS»...

La déclaration du porte-parole de l'Élysée à l'issue de l'entretien affirmait notamment : *«Le chef de l'État a jugé cet entretien utile, positif et approfondi (...). Il y a, bien entendu, un accord pour un strict respect du traité de Rome. Le président de la République a pris note des préoccupations de ses interlocuteurs sur un risque de débordement de certaines institutions européennes et il a rappelé que le gouvernement*

continuerait de s'y opposer (...). Cet entretien a donc permis de faire apparaître de larges convergences sur l'essentiel des questions européennes». En somme, tout allait bien entre Giscard et Chirac, à en croire ce communiqué.

... OU «SINCERE» ?

La riposte ne tarde pas : en milieu d'après-midi, la direction du RPR annonce qu'elle va rendre public le «mémoire» qu'elle a remis au Président de la République. Ce texte attaque vivement la politique giscardienne ; on y relève notamment : *«S'il est vrai que la France se trouve dans une conjoncture difficile et qui tend à s'aggraver (...), force est de reconnaître que la politique en ce moment suivie ne suscite pas l'effort collectif qui seul permettrait à la nation de surmonter ces épreuves»*.

En matière européenne, l'élection a fait ressurgir la tentation d'abandonner les principes de la véritable organisation européenne voulue par le général de Gaulle. Aucune garantie n'a été obtenue de nos partenaires pour empêcher un élargissement des compétences de l'Assemblée européenne (...). Avec l'extension

territoriale du Marché commun à de nouveaux pays n'ayant pas les mêmes charges sociales et fiscales, se poseront de graves problèmes pour la sauvegarde de nos productions agricoles et industrielles (...).

Les électeurs prendront inévitablement l'occasion de ce scrutin du 10 juin pour se prononcer sur la politique économique et sociale du gouvernement, en même temps que sur sa politique européenne (...). Le RPR ne peut de son côté, en cette circonstance, dissimuler les graves réserves qu'il n'a cessé de formuler depuis deux ans à l'encontre d'une politique de laisser-faire manifestement insuffisante pour réduire le chômage et pour remodeler notre appareil productif. Le ton était donné : le RPR entendait enfoncer le clou sur la question de l'indépendance nationale, et se saisir de toutes les occasions de faire donner la démagogie sociale. Dans l'affaire, le ton mesuré du communiqué de l'Élysée tranché avec la virulence de la réplique du chef du RPR. Si Giscard a voulu faire passer celui-ci pour un agité, il y a réussi. Et le meeting tenu par Chirac le soir même ne démentait pas cette impression.

Meeting du RPR à Paris

Plusieurs centaines de personnes, peut-être un millier, se pressaient vendredi soir sous un chapiteau dressé à l'angle de deux rues du 14^e arrondissement. Le public divers qui caractérise les meetings du RPR : des vieux, qui paraissent de condition modeste, des bourgeois d'âge moyen et des rombières en manteau de fourrure et au maquillage outrageux, des jeunes cadres à la coupe militaire, d'autres jeunes ayant plutôt le style loubard, mais ceux-là surtout pour le service d'ordre.

A la tribune, Chirac bien sûr, de la Malène, Devaquet, Druon (vous savez, la sébile et le cocktail Molotov), Couve de Murville, Mme Nebout, transfuge du Parti Radical, candidate sur la liste du RPR, Bourguine, adjoint au maire de Paris et membre du CNIP, et quelques autres. La salle est acquise et le succès facile : un public discipliné, buvant les paroles des orateurs, réagissant comme un seul homme pour applaudir une formule cinglante ou pour siffler les noms de Barre ou de Giscard. Un ton particulièrement rétro, quand Druon y va de son élo-

quence désuète, avec des trémolos à la Malraux, pour parler de «la France». Il déchaine la salle quand, pointant son doigt vers elle, il clame : *«Si l'Europe un jour doit avoir une âme, c'est parce que la France, d'abord, aura gardé la sienne»*. Dans les derniers rangs de l'assistance, une voix avinée hurle d'enthousiasme : *«Druon aux Affaires culturelles !»*

Raymond Bourguine, pour le CNIP, critique la «croissance douce» prônée par Giscard, quand soudain, une panne plonge le chapiteau dans l'obscurité et le silence. Le RPR est dans le noir. Des cris fusent : *«Ils l'ont fait expulser !»* Qui donc ? Pour passer le temps, la salle scande : *«Chirac ! Chirac !»* puis *«Chirac, président !»*, l'obscurité encourageant sans doute à l'audace. La lumière revient pour permettre à Bourguine de conclure : *«La France a besoin de Jacques Chirac»* sous un tonnerre d'applaudissements.

Enfin, le chef monte à la tribune, sans béquilles cette fois. *«Je parlerai sans agitation»* dit-il, avec le débit saccadé qui lui est habituel. Pour le contenu,

rien de bien neuf : le chômage est intolérable, le gouvernement ferait mieux de relancer les investissements que de verser des allocations-chômage, de *«payer des gens à ne rien faire»*. *«Le gouvernement passe plus de temps à nous tailler des croupières qu'à juguler l'inflation et le chômage»*.

Effet de salle garanti. Et enfin, et surtout, la France, qui *«n'est pas une puissance provinciale»*. Rétro, décidément. La France, qui ne doit pas se soumettre aux *«eurocrates irresponsables»*, ni aux *«sociétés internationales»*. Et un accent martial pour terminer : il rappelle la devise du régiment où il «servait», comme on dit : *«Ne pas subir»*. Cependant qu'un drapeau tricolore ondoie au-dessus de l'assistance, la foule vibre au rythme de la *«volonté nationale»*, de *«la France»* et de *«notre place dans le monde»*.

La Marseillaise, tonitruée par un magnétophone, est reprise par la salle. La tribune est au garde-à-vous, la bouche en cœur. Il n'y a que Pasqua qui a l'air de rigoler.

François NOLET

L'UDF joue la carte de l'apaisement

Alors que Chirac mène grand jeu et mobilise le ban et l'arrière-ban de ses fidèles pour lancer ses attaques contre l'UDF, cette dernière formation semble avoir choisi le parti de jouer la carte de la sérénité. Alors que Chirac était revenu à la charge dimanche matin en dénonçant, lors d'une conférence de presse, la «confusion» qui, selon lui, présidait à la constitution de la liste UDF, Simone Veil déclarait dimanche soir au Club de la Presse d'Europe 1 qu'elle ne voyait guère que des convergences entre les positions des partis de la majorité sur la question européenne. Alors que Charpy, de *«La Lettre de la Nation»*, ne cessait de tenter de la coincer par des questions gênantes, la tête de liste de l'UDF devait affirmer : *«Au sein de la*

majorité, il n'y a pas des divergences aussi profondes qu'on veut bien le dire» et encore : *«Quand je lis les déclarations du RPR au sujet de l'Europe, je n'arrive pas à voir les différences»*. Et de faire son petit effet en lisant un extrait d'un article de Debré, où celui-ci disait notamment : *«La réalité est claire. L'idée d'une nation indépendante n'est pas concevable. Aujourd'hui, pour vivre, une nation doit être dépendante (...). Dorénavant, les nations, bon gré mal gré, doivent pour vivre abandonner une part de leur souveraineté»*.

On sait que le RPR entend utiliser l'élection du parlement européen pour mener, à son habitude, une campagne démagogique sur les problèmes de politique intérieure. Sur

ce point, l'attitude de la liste UDF consistera à refuser de s'engager sur le terrain, comme le précisait Simone Veil : *«Quand on vote sur une chose, on ne vote pas sur une autre. Ce n'est pas du tout un référendum, ni un plébiscite»*, ou encore : *«Je crois que notre effort constant devra être de rappeler aux Français sur quoi ils vont voter»*. Telle semble bien devoir être la tactique de l'UDF pour la campagne qui s'ouvre : refuser toute polémique sur la situation intérieure, où elle est, il est vrai, mal à l'aise. Et pour le reste, affirmer que les divergences ne sont pas fondamentales entre l'UDF et le RPR, ce qui à l'avantage de faire apparaître les attaques de Chirac comme excessives et démagogiques.

INTERNATIONAL

● Tchad : menaces de la Libye contre les tentatives de reconciliation nationale

La semaine dernière, le Conseil d'Etat tchadien, issu de la conférence de Kano a dénoncé l'invasion du Nord du pays par les troupes libyennes. Goukouni, président de ce conseil et dirigeant d'une fraction du FROLINAT, a accusé la Libye de «saboter l'œuvre de salut national» et a appelé la population à se mobiliser contre l'invasisseur.

Le régime de Khadafi, qui a des revendications territoriales sur le Nord du Tchad et espère y développer son influence, a exercé de nombreuses pressions à l'encontre du FROLINAT au cours de sa lutte contre le gouvernement central et l'impérialisme français. Aujourd'hui, un seul groupe reste lié à la Libye, celui d'Acyl Ahmat, ancien homme de main de Tombalbaye en 1973 - 1974.

Alors que les anciens partisans de Malloum tentent d'organiser une sécession au Sud qui pourrait rechercher la protection de l'impérialisme français, la Libye cherche à imposer la partition du Tchad, y compris, semble-t-il, par une intervention directe. De leur côté, les différentes fractions du FROLINAT ainsi que d'autres courants tentent tant bien que mal de mettre sur pied un pouvoir central dans la capitale N'Djamena. Après une politique de division pratiquée pendant des années par le colonialisme français, face aux appétits expansionnistes des pays africains voisins, c'est la survie du Tchad en tant qu'Etat et nation qui est en cause aujourd'hui.

Abba Siddick, chef historique et fondateur du FROLINAT, a déclaré la semaine dernière : «Un des problèmes immédiats est de donner corps au Tchad en tant qu'Etat... Il faut remettre sur pied une économie normale et donner à l'homme tchadien une raison d'être... Il faut surmonter les oppositions ethniques ou religieuses car ce pays est un véritable «puzzle ethnique», ce qui rend toute idée de fédération irréalisable».

● Japon : le Premier ministre pour le renforcement de la défense

Le Premier ministre japonais Ohira s'est, dans une interview, déclaré favorable à un accroissement du budget de la défense. Il estime que le Japon doit faire face «au développement de la puissance soviétique en Extrême-Orient». Il a affirmé : «Le Japon doit prêter attention à la manière dont les USA, notre allié, peuvent se comporter face à ce développement, et voir comment coopérer avec eux». Le Premier ministre japonais s'est déclaré préoccupé de la pénétration soviétique au Vietnam, bien qu'Hanoi se soit engagé à ne pas donner à l'URSS de «bases navales permanentes» à Cam Ranh et dans d'autres ports. Ohira a dit que l'aide du Japon au Vietnam dépendrait de l'attitude de celui-ci à l'égard de l'URSS.

● Zimbabwe (Rhodésie) : après les élections, campagne pour la reconnaissance du régime raciste

Après les élections qui se sont déroulées la semaine dernière, le régime rhodésien prétend avoir obtenu une participation de plus de 50 % aux élections. Rappelons que Smith avait mobilisé plusieurs dizaines de milliers de colons de 18 à 59 ans, qui avaient voté avant, pour quadriller le pays, encadrer la population et «protéger les bureaux de vote». Le régime a donc déployé pendant quelques jours un maximum de forces dans un pays dont il ne contrôle plus que les zones urbaines en temps ordinaire. Alors que le Front patriotique appelait au boycott de ces élections, alors que ni l'ONU, ni aucun gouvernement n'avaient accepté d'envoyer d'observateurs en Rhodésie, deux députés français se sont illustrés en allant cautionner ce vote le fusil dans le dos (tous frais payés bien entendu). Il s'agit du RPR Feron et de l'UDF Tissandier. Ceux-ci ont déclaré qu'ils jugeaient ces élections «libres et correctes». Après ces élections, mettant en avant un premier ministre noir, le régime rhodésien va commencer une campagne internationale pour obtenir sa reconnaissance et la levée des sanctions économiques décrétées par les Nations Unies. C'est pourtant bien un régime raciste qui va subsister à Salisbury, les 72 députés fantoches noirs prétendant représenter 5 millions de noirs, alors que 28 députés blancs représenteront 150 000 colons, et que les racistes garderont le contrôle de l'armée, de la police et de l'économie.

EGYPTE : DEMAGOGIE ET MUSELLEMENT DE L'OPPOSITION

Sadate obtient officiellement 99,95 % de oui à son plébiscite

Jeudi dernier, le référendum-plébiscite organisé par Sadate a donné des résultats étonnants : 99,95 % de «oui» au traité avec Israël et à diverses mesures de politique intérieure également mises au vote. La proportion de votants qui est également très élevée ne semble pas, aux dires de la plupart des observateurs, correspondre à la réalité, les bourrages d'urnes ont quelques chances d'avoir été de la partie. Mais il faut surtout rappeler dans quel climat s'est fait ce référendum. Alors que la presse est muselée, que de nombreux partis ont été interdits, Sadate a fait la chasse à ceux qui dénonçaient le traité avec l'Etat sioniste. Il a démantelé des syndicats et des organisations étudiantes. Un millier d'étudiants ont été emprisonnés, et le gouvernement s'est déclaré décidé à supprimer toute liberté dans les universités. D'ailleurs, le ministre de l'Intérieur égyptien n'a pas hésité à se

«Une donnée de base sur la société et l'économie égyptiennes concerne le rapport entre le chiffre de la population et sa productivité. Il en ressort que l'Egypte peut offrir une masse de main d'œuvre, à la recherche d'emplois ou de meilleurs emplois.

Israël pourrait trouver là une compensation à l'une de ses faiblesses relatives. Nous n'avons pas de chômage et employons même des travailleurs des territoires occupés. Et il est clair que — sans parler de l'affectation particulière de cette main d'œuvre — la situation ne changera pas, à moins d'une immigration juive massive...

Au cas où serait admise la libre circulation des travailleurs entre Israël et l'Egypte — qui ne se produirait sans doute pas dans la phase initiale après le traité — Israël devra dé-

finir sa politique en ce domaine délicat et périlleux... La logique économique voudrait que nous utilisions de plus en plus cette main d'œuvre égyptienne dans les secteurs qui ne demandent qu'un travail manuel... Cette possibilité, jointe à notre disponibilité importante en matière de capitaux... créerait des conditions idéales pour notre croissance économique. Elle aiderait également à améliorer notre balance des paiements. (...)

N'y aurait-il pas un autre moyen d'établir une large coopération économique entre l'Egypte et Israël ?..

Sans aucun doute, la région privilégiée pour une telle coopération serait le Sinaï. Ne connaissant pas encore les limites politiques qui pourront être fixées en ce domaine, nous soulignerons seulement les aspects positifs suivants :

prévaloir des résultats du référendum pour annoncer : «le peuple égyptien n'hésitera pas à faire preuve de fermeté à l'égard de quiconque tenterait d'exploiter l'atmosphère démocratique en Egypte pour susciter des doutes sur la voie populaire ou menacerait l'unité nationale».

Mais c'est aussi sur une politique de démagogie que s'appuie Sadate. Pour beaucoup d'Egyptiens, le traité représente l'espoir — illusoire — d'une fin de la crise économique et sociale contre laquelle le peuple s'était dressé en 1971. Ces rêves risquent d'entraîner une amère déception vu les conditions de l'aide américaine et de la «coopération» avec l'Etat sioniste. Dans un article du journal sioniste *Davar* de décembre 1978, apparaissent les visées sionistes sur ces projets de «coopération» dont on voit clairement le profit pour Israël et les conséquences néfastes pour le peuple égyptien.

La Péninsule du Sinaï n'est pas habitée actuellement de citoyens égyptiens ; si donc une coopération économique était possible en principe, aucune barrière psychologique ne s'opposerait à la pénétration israélienne en territoire égyptien, et l'existence de projets conjoints réduirait la réserve des Egyptiens dans l'utilisation de la technologie israélienne...

La proximité géographique faciliterait l'introduction dans le Sinaï de main d'œuvre et de matériel israéliens. Et cette forme de coopération nous dispenserait de recevoir en Israël des travailleurs égyptiens, ce qui, nous l'avons dit plus haut, présenterait des implications dangereuses...

Le Sinaï pourrait devenir un modèle des avantages des nouvelles relations égypto-israéliennes, à travers la complémentarité de

la main d'œuvre égyptienne et du savoir-faire israéliens. Nous connaissons déjà bien les besoins de l'infrastructure de ce territoire, vaste et vide, qui contient d'importantes sources d'énergie... Nous pourrions y implanter de nombreuses industries sans être freinés par des considérations écologiques.

Si, du point de vue militaire, Israël risque de perdre une région propice à des manœuvres d'envergure en cas de conflit... toute réalisation en matière de développement et de construction ne pourrait que retenir les Egyptiens s'ils formaient un jour le dessein de se lancer dans une nouvelle aventure militaire.

Cité par EURABIA

avril 79

Italie : Negri inculpé d'«insurrection armée»

● L'Humanité mène l'enquête... à Vincennes ● «Il est honteux de se faire l'écho des ragots de la police» nous déclare François Châtelet

La semaine dernière, Negri, professeur de faculté à Padoue et ancien dirigeant d'«Autonomia Operaia» a été officiellement inculpé par un magistrat romain. Les motifs sont «insurrection armée», «association subversive». Negri est accusé en fait d'être le chef clandestin des «Brigades rouges» et d'être responsable de l'enlèvement de Moro, alors qu'il l'avait clairement désapprouvé.

Suivant une technique éprouvée de la justice bourgeoise qui sait faire bon marché du secret de l'instruction dans certains cas, des fuites organisées dans la presse italienne ont révélé une partie du dossier de Negri : identification de sa voix par des enregistrements téléphoniques, documents fournis par la police au cours de perquisitions chez les membres des «Brigades rouges», confessions de terroristes «repentis», spéculations policières sur la coïncidence des déplacements de Negri avec certains attentats. La

famille de Negri a protesté contre cette campagne d'opinion visant à justifier a priori son inculpation et à le condamner d'avance, avant que le procès ait lieu, pour rendre sa défense plus difficile.

Cette campagne visant par ce précédent à créer un délit d'opinion pour tous les partisans de la violence contre l'Etat capitaliste, a trouvé un relais en France dans *L'Humanité*. Dans un petit article de l'édition de samedi, le journal du PCF semble considérer le procès de Negri comme déjà fait. Comme il enseignait à Vincennes, *L'Humanité* fait de cette faculté le quartier général de la subversion en Europe... Rappelons en passant que les travaux universitaires de Negri étaient patronnés par Althusser, oppositionnel du PCF !

L'Humanité écrit notamment : «Toni Negri, l'homme qui, en Italie, est inculpé comme un des dirigeants des Brigades rouges aurait été en rapport avec les auto-

mes français. Les cours qu'il donnait à Paris lui fournissaient une excellente couverture... Professeur à Vincennes, Negri venait fréquemment à Paris. C'est de la région parisienne que des terroristes des Brigades rouges auraient, à plusieurs reprises, téléphoné à la famille d'Aldo Moro...».

François Châtelet, professeur de philosophie à Vincennes, nous a déclara-

ré au sujet de cet article : «Il n'y a aucune preuve, à ma connaissance, contre Negri, pour qui j'ai la plus haute estime. Il est honteux, pour un journal qui se réclame de la classe ouvrière, de se faire l'écho des ragots de la police en reprenant exactement les méthodes de France-Soir. Il est honteux, alors que Vincennes est menacé, d'écrire des choses pareilles».

● USA : une force permanente d'intervention envisagée

Selon des déclarations faites au *New-York Times* par des responsables du Pentagone, les Etats-Unis pourraient mettre sur pied une force terrestre de 100 000 hommes chargée d'intervenir rapidement «dans les régions vitales pour les intérêts américains». Il s'agit du Golfe et du Moyen-Orient où l'état-major américain envisage la possibilité de «guerres limitées» avec l'URSS. Il souligne l'importance de mettre au point de tels plans d'intervention face à l'avantage géographique de la proximité dont bénéficie l'armée soviétique. Déjà, après la chute du régime du Shah, les USA avaient tenté de faire accepter à l'Arabie Saoudite et aux Etats du Golfe des bases permanentes pour une force d'intervention américaine. Cette proposition avait alors été démentie par Carter, les gouvernements concernés l'ayant repoussée. Mais ces déclarations du Pentagone montrent qu'elle fait son chemin.

• Nous avons vu dans l'édition précédente ce qu'est le Mouvement du Liban Arabe et l'analyse que celui-ci fait des conséquences sur le plan arabe de la signature de l'accord de paix israélo-égyptien. Dans la suite de l'interview que nous publions aujourd'hui, sont examinées les conséquences du traité sur le plan libanais, notamment au Sud, la question de la présence des forces de l'ONU et la place de la Force Arabe de Dissuasion dans la situation libanaise.

LE SUD-LIBAN : LE TERRAIN DE LA CONFRONTATION ARABO-ISRAËLIENNE

Interview de militants du Mouvement du Liban arabe

Recueillie par Yomna EL KHALIL
et Jean-Paul GAY.

(SUITE)

► — Quelles sont les répercussions de la signature du traité de paix sur la situation libanaise ?

Depuis la fin de la guerre libanaise qui a sévi dans tout le pays, une autre forme de guerre a pris naissance, par l'implantation de milices pro-sionistes au Sud-Liban. Il y a eu un affrontement armé entre ces milices d'une part, soutenues militairement et économiquement par l'entité sioniste et la Résistance palestinienne et les forces libanaises patriotiques combattantes d'autre part. C'est à travers le Sud-Liban que l'État d'Israël veut imposer sa volonté sur le peuple libanais, et mettre en pratique ses projets expansionnistes sur le Litani, fleuve dont Israël a besoin pour l'alimentation en eau de ses colonies du Nord de la Galilée. Pour les forces du Front libanais (rassemblement des forces de la droite chrétienne), après l'échec de leur projet de partition, elles ont besoin de l'enclave pour défier le peuple libanais et toute la nation arabe, pour exercer une pression sur les forces arabes de dissuasion (FAD), et à travers ces forces sur la Syrie. Ce que veut le Front libanais, c'est finalement imposer un compromis où un régime semblable à celui d'avant la guerre civile prendrait de nouveau sa place au Liban. Ce régime serait dominé par les forces du «maronisme politique», les isolationnistes, et favorisé par les États-Unis et Israël. En mars 1978, une guerre de huit jours a opposé plus de 30 000 soldats israéliens, armés d'une manière très sophistiquée par les États-Unis aux forces de la Résistance palestinienne et aux forces patriotiques libanaises. Le résultat de cette guerre fut un échec total pour Israël si on prend en compte les objectifs fixés, c'est-à-dire l'élimination physique de la Révolution Palestinienne. Mais, à travers cette guerre Israël a pu implanter une enclave sous la domination formelle des milices chrétiennes, c'était tout de même une emprise sioniste directe sur une partie du Sud-Liban.

L'EXPANSIONNISME SIONISTE FAVORISE PAR LE TRAITE EGYPTO-ISRAËLIEN

Le traité de paix égypto-israélien qui a été signé présente pour Israël la garantie de faire taire son front Sud. Israël dirige ses projets expansionnistes vers le Nord, à travers les forces qu'il contrôle. Au niveau de la situation interne au Liban, la présence de la FAD et notamment des forces syriennes, qui ont une position claire sur ce traité, a empêché les forces isolationnistes de prendre une position favorable au traité.

La proclamation de l'indépendance de l'enclave au Sud par le chef des milices, Saad Haddad,

n'est qu'une conséquence directe de ce traité. Cette «indépendance» a été proclamée juste après la réunion du conseil des ministres israéliens. Donc, Israël veut la paix séparée avec l'Égypte et la guerre totale avec la Résistance palestinienne, et les autres pays arabes. Nous pensons que cette proclamation d'indépendance ne peut pas changer le rapport de forces existant entre les parties du conflit. La possibilité est toujours forte pour libérer cette enclave. L'objectif immédiat des forces se réclamant du mouvement national libanais et des forces patriotiques doit être l'orientation vers le Sud-Liban, l'accroissement de la présence militaire patriotique au Sud et suivre une politique juste avec la population du Sud.

Le combat actuel au Liban sera le baromètre des positions des pays arabes vis-à-vis du traité de paix. L'affrontement direct aujourd'hui avec Israël et ses agents se déroule sur la terre du Liban. Donc la position syrienne dans l'avenir, que ce soit sur la présence de la FAD au Liban, sur les forces isolationnistes ou sur la liberté d'action de la Révolution palestinienne au Liban, cette position sera révélatrice de l'orientation stratégique de la Syrie vis-à-vis du problème palestinien, et du problème de l'unité arabe. D'autre part, le front intérieur au Liban sera plus solide si les options unionistes de la Syrie ou de l'Irak se matérialisent, car cela empêche beaucoup les conflits internes au sein du mouvement national libanais, au sein duquel se reflètent les contradictions interarabes, et cela renforce la présence arabe au Liban.

Dans le Sud-Liban, nous nous considérons toujours dans une position d'attaque ; nous détenons toujours l'initiative. La guerre de mars 1978 a révélé à Israël la faiblesse des milices chrétiennes. Nous avons le peuple à nos côtés. Les dernières opérations qui ont eu lieu, en passant la frontière, même si parfois les combattants sont tués, montrent que la prétendue ceinture de sécurité n'est nullement valable pour le maintien de la sécurité de l'État sioniste. L'enclave au Sud-Liban n'empêche pas les combattants de la Révolution palestinienne de poursuivre leur lutte.

LE GOUVERNEMENT LIBANAIS OBLIGE DE PRENDRE POSITION

Au niveau officiel, le traité de paix et le sommet de Bagdad ont eu des répercussions sur les positions du gouvernement libanais. Celui-ci a été obligé de prendre position contre le traité, comme les autres pays arabes. Cela renforce l'intégration arabe du Liban. Bien que l'envoi du bataillon de l'armée libanaise au



Les Palestiniens assistent à l'arrivée à Tyr des premiers contingents des forces de l'ONU (mars 78).

Sud soit lié à la décision de l'ONU, il est vrai aussi qu'il s'agit d'une position renforcée par cette intégration arabe. Maintenant, le gouvernement libanais est défié par les milices chrétiennes du Sud. Sa prise de position sur l'affaire de l'enclave indiquera sa véritable position. Les milices du Sud étaient considérées par le gouvernement libanais comme d'autres milices existant au Liban. Cette proclamation d'indépendance de l'enclave au Sud va mettre la légalité libanaise devant l'épreuve, devant ses responsabilités.

D'autre part, il faut souligner que depuis la fin de la guerre libanaise, il y a une nouvelle mobilisation des masses libanaises. On voit un regain d'intérêt politique parmi les masses qui avait un peu affaibli, tout de suite après la guerre. Pendant les derniers jours avant la chute du Shah, il y avait des manifestations quotidiennes de soutien à la révolution iranienne. Cela faisait longtemps qu'on n'avait pas assisté à une telle mobilisation.

► — Quelles sont les conséquences du retrait de la FINUL (forces de l'ONU) du Sud du Liban ?

Dès l'arrivée des forces de la FINUL, nous avons considéré, vu que notre contradiction principale était avec l'ennemi sioniste, que nous pouvions toujours tirer profit de cette présence. Et effectivement, cela s'est tout de suite révélé : les forces de l'ONU se sont trouvées en contradiction avec les milices isolationnistes et pro-sionistes. Les forces de l'ONU avaient pour but de s'installer à la frontière libanaise, ce

sont les milices et Israël qui les en ont empêché. Les forces de la FINUL ne jouaient pas un rôle pro-américain, bien qu'il y ait eu des heurts parfois avec elles. Mais les contradictions se sont surtout posées entre la FINUL et les milices pro-sionistes. Tant que ces forces ne s'opposent pas à la lutte armée contre Israël, nous n'avons pas à leur exprimer une hostilité. Lorsque ces forces joueront un rôle favorable à l'entité sioniste, il est clair qu'il y aura une opposition des forces patriotiques contre elles. Mais il faut voir les objectifs assignés à la FINUL, ils sont clairs : il faut veiller à l'évacuation d'Israël du territoire libanais. Cet objectif nous est favorable. C'est pour cette raison que la révolution palestinienne et la majorité des forces nationales libanaises ont soutenu le déploiement de ces forces au Sud.

UN DEFI A L'OPINION INTERNATIONALE QUI CONTRIBUE A DISCREDITER ISRAËL

Maintenant, en proclamant l'indépendance de son enclave, le commandant Haddad défie d'abord la légalité libanaise et ensuite la légalité internationale qui veut assurer la souveraineté libanaise sur son sol. La contradiction principale est entre l'enclave de Haddad d'une part, et la souveraineté libanaise, et l'armée libanaise, soutenue par les forces de l'ONU d'autre part.

► — Que peut-on prévoir du développement de la situation au Sud-Liban ? Est-ce qu'on risque d'assister à

une agression supérieure de l'État sioniste ?

Ce qui est sûr, c'est que la prochaine confrontation israélo-arabe aura lieu au Sud-Liban. C'est le terrain de bataille le plus tendu actuellement. Pour l'entité sioniste, l'obstacle principal à son projet, c'est la Résistance palestinienne, qu'il faut éliminer. Ce qui signifie une nouvelle confrontation au Sud-Liban.

À propos de l'«État» du commandant Haddad, il ne peut avoir aucun fondement solide, vu le rapport de forces qui entoure la création de cet État. C'est un défi à l'État libanais, aux forces arabes et à la communauté internationale. Cet État ne peut vivre, ni intérieurement, ni extérieurement.

Il faut remarquer aussi l'hostilité de la population, au sein même de l'enclave, à cette annexion de fait à l'entité sioniste.

► — Quel est aujourd'hui le rôle de la FAD ? Comment expliquer le retrait saoudien ?

Le retrait saoudien s'inscrit dans le contexte du conflit entre les deux Yemens, le Yemen du Nord et celui du Sud. Il y a aussi le retrait des forces des Emirats arabes qui ont des difficultés internes. Ce qui signifie que les forces syriennes constituent actuellement les forces uniques de la FAD. Ce qui aboutit à l'affrontement direct entre les isolationnistes et les forces syriennes. Au niveau national, cela n'a pas de mauvaises répercussions, étant donné, actuellement, les bonnes relations avec la Syrie, et l'unité des forces nationales libanaises, depuis l'effort d'unité engagé entre la Syrie et l'Irak. La situation politique et militaire ne change pas à cause du retrait saoudien, et des autres forces arabes. La FAD, même composée uniquement de forces syriennes, est toujours mandatée par la Ligue arabe. C'est donc une force pan-arabe qui a la légalité arabe.

Ce qu'on peut conclure, par rapport à l'enclave de Haddad, c'est que cela va contribuer à discréditer encore plus Israël au niveau de l'opinion mondiale. Il ne suffit pas de signer un traité de paix avec un traître de la nation arabe, pour avoir l'apparence de paix. Parce que, en même temps, l'entité sioniste continue à annexer les terres limitrophes de la Palestine, elle continue à bombarder les villages du Sud-Liban, elle continue à massacrer les civils libanais et palestiniens, elle continue à implanter des colonies en Cisjordanie, au Golan. Et maintenant, elle proclame l'indépendance d'une enclave au Sud-Liban. Cela ne change pas le rapport de forces mais, au contraire, contribue à discréditer l'ennemi sioniste.

Après la journée portes ouvertes à Solmer (Fos-sur-Mer)

POUR SUIVRE LA LUTTE

Dimanche 22 avril, plusieurs centaines de travailleurs de Solmer avec leurs familles ainsi que des militants syndicaux d'autres entreprises ont participé à la journée «portes ouvertes» organisée par l'intersyndicale CGT-CFDT. Près d'un millier de personnes s'étaient rassemblées pour affirmer la voie de la lutte. Les incertitudes qui ont plané sur les possibilités de tenir cette journée ainsi que le peu de temps de préparation ont pour une part réduit la participation des gars de Solmer à cette initiative.

Dès vendredi, dans la presse régionale, paraissaient des communiqués parfois contradictoires : dans *La Marseillaise*, journal local du PCF, la journée «portes ouvertes» devait se tenir l'après-midi et pour les travailleurs de Solmer seulement. Dans *Le Provençal*, journal du PS, c'était toute la journée avec une participation plus large. De plus, un arrêté du tribunal d'Aix-en-Provence interdisait la tenue dans l'usine de l'initiative.

Alors que la direction avait accepté de rencontrer l'intersyndicale samedi à 10 heures en contrepartie de l'évacuation du central téléphonique à 8 heures du matin, dès 5 heures du matin, 300 CRS venaient évacuer le central téléphonique, vidant pour la forme et sans bousculade les 12 camarades qui se trouvaient là à ce moment puis repartaient une heure après. Intervention des CRS et arrêté du tribunal d'Aix-en-Provence furent annoncés simultanément sur les ondes, laissant à penser que dimanche les CRS

seraient à l'intérieur et que la journée «portes ouvertes» ne pourrait se tenir.

De plus, la journée a été présentée comme une «journée pique-nique» aux informations télévisées, ce qui était loin de motiver les sidérurgistes, dénaturant ainsi l'action de l'intersyndicale.

Le point fort de cette journée a été de fait le meeting de l'intersyndicale où se sont succédés un militant CGT de Solmer et un de la CFDT puis des représentants des unions départementales des deux syndicats. Si le délégué CGT a décrit une situation qui n'est pas trop mauvaise du point de vue du rapport de force, (la production des produits plats est réduite de 70 %), on peut

se poser la question de la volonté concrète de la section CGT de poursuivre efficacement l'action. Marcel Grignat, porte-parole de la section CFDT a réaffirmé avec insistance la voie de la lutte, les buts poursuivis et les raisons du conflit, et appelait les travailleurs à définir de nouvelles actions (occupation).

A la sortie de cette journée, le potentiel de militants et de travailleurs combattifs qui ont impulsé toutes les dernières actions reste présent mais nombre de questions permettant de consolider le rapport de force et de le développer restent en suspens.

Comment mobiliser largement les travailleurs, au moins une bonne partie des lock-outés, alors que par rapport à la grève de 1976, dans l'ensemble, ils ont une certaine approbation de l'action menée ?

Comment faire participer les travailleurs aux décisions pour conduire la lutte alors que les rapports entre les deux sections ont été un peu tendus : cer-

tains ont plus le souci de faire parler le député du PCF (qui une fois de plus a ramassé ses billes et n'a pu parler au meeting), plutôt que de laisser les travailleurs débattre des problèmes à résoudre pour intensifier la lutte.

Bien que la visite des installations n'ait pu être tenue par les sidérurgistes, pour leurs familles, ce qui aurait pu sensibiliser ces dernières plus directement sur les conditions de travail, la tenue du rassemblement dans l'usine est quand même une brèche ouverte dans l'intransigeance des maîtres de forge, car Solmer n'est pas directement menacé par les licenciements.

A signaler qu'une réunion direction-syndicats a eu lieu samedi matin, à 11 heures où la direction n'a proposé que 2 % d'augmentation sans que le lock-out soit payé : il s'agit du même genre de miettes que ce qui a été proposé à Usinor-Dunkerque.

Corr. Fos-sur-Mer

LE CERES RENTRE DANS LA MAJORITE DU PS

La réunion du comité directeur du PS, ce dimanche, a vu les anciens minoritaires du CERES réintégrer le secrétariat national du PS dont ils avaient été exclus au congrès de Pau en 1975. Les bases de ce retour au bercail s'étaient fait jour au congrès de Metz, où l'éclatement consommé de la majorité sortante avait fait apparaître des convergences entre les thèses du CERES et ceux de la motion Mitterrand.

Malgré le souhait affirmé par les partisans de la motion Mitterrand d'arriver rapidement à un accord avec le CERES, on s'attendait généralement à ce que cet accord intervienne après les élections européennes, les positions du CERES sur la construction européenne étant nettement plus réservées que celles du premier secrétaire.

Mais déjà au congrès de Metz, le CERES avait fait savoir qu'il était prêt à mettre de l'eau dans son vin pour accéder au secrétariat national. On avait assisté à un retournement

de veste de ses dirigeants, qui affirmaient hautement qu'il n'existait plus de divergence fondamentale entre eux et le premier secrétaire sur la question européenne. Il semble en fait surtout que les responsables du CERES aient été disposés à faire pas mal de concessions, considérant, à tort ou à raison, que leur baisse d'influence depuis le congrès de Nantes (de 25 % à 14,5 % des mandats) était due à leur situation d'opposants, ce qui les privait des moyens de diffuser leurs idées à l'intérieur du PS.

L'accord conclu diman-

che est assez surprenant. Moins par le contenu d'un texte qui n'a rien de bien nouveau que par l'unanimité qu'il a faite. En effet, les partisans de Mauroy et ceux de Rocard l'ont voté (à l'exception d'un préambule). C'est donc sur un vote réalisant l'unanimité que mitterrandistes et CERES dirigent le PS.

Le CERES dispose maintenant de 4 postes de secrétaires nationaux : Chevènement (projets socialistes, études et programme), Michel Charzat (fonction publique et nationalisations), Annette Chepy (cadre de vie et associations), et un secrétaire national adjoint aux entreprises.

L'apparente unité due à l'unanimité du vote sur le texte n'a cependant pas effacé les divergences apparues dans le congrès de Metz.

Elections européennes : le MRG choisit le PS

Les radicaux de gauche devaient se prononcer dimanche sur leur participation aux élections européennes. Trois possibilités leur étaient offertes : participer à la liste du PS ; conduire une liste autonome ou participer à une liste comprenant le PSU et des organisations écologistes. C'est finalement une participation à la liste socialiste qui a été envisagée.

Dimanche soir, du côté

du PS, l'accueil était plus que mitigé : Mauroy d'accord ; Mitterrand d'accord sous certaines conditions ; le CERES, contre a priori, mais d'accord sous certaines conditions ; Rocard, absolument contre.

Finalement, c'est vers un accord, sans ménagement pour ce qui reste du MRG, que le PS se dirigeait : adhésion du MRG à la liste du PS à condition qu'il signe le manifeste

du PS, ralliement à la position du PS sur l'élargissement de l'Europe et sur le SME, pas de mention du MRG pendant la campagne électorale.

Et une place dans les dix premiers de la liste, la seconde au 25^e rang... En somme, le PS est intéressé par l'appoint de voix que peut lui procurer le MRG mais sans plus...

Le 24 avril 1915, le gouvernement turc massacrait 1 500 000 Arméniens.

— Reconnaissance du génocide arménien, premier génocide du 20^e siècle
— Impérialisme U.S., social-impérialisme, fascisme turc hors d'Arménie !

MANIFESTATION MARDI 24 AVRIL A 18 h 30
METRO PERE-LACHAISE

MEETING MARDI 24 AVRIL A 20 h 30
6, RUE ALBERT DE LAPPARENT (7^e)
métro Ségur

Organisés par Libération arménienne,
soutenus par LCR, OCT, PCR ml

Sonolor (Seine-Saint-Denis) : les CRS interviennent deux fois en 48 heures

Le 23 janvier, les ouvrières de Sonolor à La Courneuve (Seine-Saint-Denis) apprennent qu'elles étaient licenciées. Le 26, elles occupent leur entreprise. Jeudi dernier au matin, les flics intervenaient pour les expulser. Boulin, en effet, contre l'avis de l'inspecteur du Travail, avait accepté les licenciements. Vendredi, les ouvrières décidaient de réoccuper leur entreprise dont les flics avaient disparu. Accompagnées de plusieurs centaines de travailleurs de la Seine-Saint-Denis, elles ne devaient pas tarder à avoir à faire face une deuxième fois aux CRS venus dans 26 cars lorsqu'elles décidèrent de barrer la RN 3.

Des négociations dont il est difficile de savoir, au vu du discours de l'orateur, si elles étaient menées par le PCF ou par la CGT, aboutissaient en fin d'après-midi à un «drôle» d'accord avec le pré-

fet : l'usine devait rester neutre pendant le week-end, c'est-à-dire ni investie par les flics ni occupée par les ouvrières. Deuxièmement, le préfet s'engageait à ouvrir des négociations dès lundi matin.

Le militant qui présentait ce résultat aux ouvrières vendredi, avait du mal à convaincre qu'il fallait le considérer comme une victoire. Il fut peu applaudi. On sentait une certaine insatisfaction chez les centaines de travailleurs qui s'étaient rassemblés devant l'usine : les CRS avaient dévié la circulation 300 mètres avant le barrage. Chacun ressentait durement l'absence de perspectives, aussi le barrage s'effritait et quand, à la fin de son discours, l'orateur proposa de se rendre en manifestation vers les 4 routes, des manifestants quittèrent par petits paquets le cortège.

F.M.

Grève à la Caisse d'Épargne d'Angers

Les employés de la Caisse d'Épargne d'Angers poursuivent leur mouvement. Ce mouvement suivi à 60 % est motivé par le refus de la direction de satisfaire la plupart de leurs revendications. Celles-ci portent sur le maintien des avantages acquis et l'amélioration des conditions de travail (réduction des horaires, 2 jours de repos consécutifs) et le renforcement des effectifs. L'absence, semble-t-il voulue, du directeur général et du président de la Caisse d'Épargne entraînent une prolongation de cette situation. Vendredi, dans un communiqué, le syndicat CFDT des Banques et Etablissements financiers apportait son soutien au personnel de la Caisse d'Épargne pour la satisfaction de ses revendications.

Corr. ANGERS

Communiqué

Ce lundi 23 avril, la section SGEN-CFDT des lycées et LEP Chérioux, à Vitry, Val-de-Marne, était en grève, et occupait le central téléphonique de l'établissement. Nous entendons ainsi lutter contre la fermeture des classes d'horticulture au lycée et celles d'employés techniques de collectivités au LEP. Ces fermetures amèneraient plusieurs suppressions de postes d'enseignants, la fin de la scolarité de nombreux élèves, leur réorientation ou plutôt leur mise au chômage. Nous refusons la politique de redéploiement et la façon dont elle se traduit dans notre établissement.

En raison de l'abondance de l'actualité, nous publierons demain la suite de notre série sur l'eau.

La liste de l'UDF

Vendredi 20, Simone Veil a rendu publique la liste de l'UDF pour les élections européennes, qui adoptera le titre d'«Union pour la France en Europe». On notera comme présences significatives sur cette liste, celle d'Edgar Faure, qui n'en est apparemment plus à un retournement de veste près, celle de Deniau et Méhaignerie, ministres respectivement du Commerce extérieur et de l'Agriculture et pour les «organisations socio-professionnelles», celle de Debatisse, ancien président de la FNSEA.

L'UDF a également placé sur sa liste le maire de Toulouse, Baudis, qui avait été annoncé primitivement comme devant figurer sur la liste du RPR. Enfin, on remarquera un absent «de marque» : Servan-Schreiber.

Si l'on s'en tient au score que les sondages attribuent actuellement à l'UDF, cette liste devrait avoir une vingtaine d'élus.